

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p. 2 : Solidarité internationale / p. 3 à 5 : Place au débat : les assureurs à l'assaut du marché de la perte d'autonomie / p.6 et 7 : Actualité sociale/ p.8 : coup de gueule



Bien que les médias aux ordres aient essayé de nous faire croire au « risque fachiste », c'est bien évidemment Macron qui sort de cet épisode électoral. Pour 5 nouvelles années, nous aurons donc un président symbole et exécutant d'une politique de classe, d'une politique au service de la finance et des financiers. Notons tout de suite que sa concurrente, outre ses discriminations affichées, n'aurait pas, bien qu'elle ait essayé de le faire croire, mené une politique économique et sociale différente : ses votes au parlement européen en sont la preuve. Et pourtant 13 millions de nos compatriotes viennent d'émettre un vote de colère et de désespoir. La plupart ne sont pas des salauds de fachistes comme nous les présentent les "élites" bourgeoises mondialisées qui nous gouvernent, mais des Français abandonnés qui n'en peuvent plus d'être méprisés et auxquels la gauche aura la responsabilité de s'adresser. Il en est de même pour les 17 millions d'électeurs qui ont voté blanc, nul ou ne se sont pas déplacés, ne trouvant aucune issue satisfaisante dans le choix proposé. Rappelons quand même le bilan du sortant-entrant :

- destruction du système social français, du système de protection sociale, des services publics, de nos industries dont les fleurons sont vendus à l'encan,
- abandon de notre souveraineté nationale, soumission à la politique atlantiste, fin du corps diplomatique qui permettra de nommer les amis,
- abaissement de la République : malgré de grandes déclarations sur la laïcité, racolage du vote communautariste, heureux qu'il était d'échanger avec une « féministe voilée », remise en cause de l'école publique de qualité pour tous au profit de la concurrence entre les directions d'écoles,

-destruction de l'Etat, mépris des fonctionnaires et des agents publics au profit des copains des cabinets privés d'affaire qui, tel Mc Kinsley, préparent les réformes de casse de nos protections et services publics, préservation des plus riches (suppression de l'impôt sur la fortune), mise à l'index des plus pauvres (suppression des aides sociales), ...

Le mot d'ordre, à la sortie de cette séquence, sera donc de (re)gagner par le mouvement social, la mobilisation des salariés et des usagers, ce que nous n'avons pas pu obtenir par l'offre politique.

Ces derniers mois d'une campagne présidentielle étrange, sur fond de pandémie puis de guerre en Ukraine, auront-ils été inutiles ? Peut-être pas.

Au-delà des votes dits « utiles » -qui fonctionnent à droite comme à gauche, donc... ne fonctionnent pas-, au-delà du plus fort taux jamais atteint de non-connaissance des programmes par les électeurs, au-delà des votes de colère plutôt que des votes d'adhésion, il est à remarquer que des thèmes sont réapparues, nécessaires au réarmement idéologique en faveur d'une gauche populaire :

- la remise en cause de la métropolisation qui tue la ruralité, le respect de cette ruralité et de ses traditions, le respect des citoyens qui y vivent et aspirent à y vivre correctement ;
- le rapport à la République, à la laïcité, à la liberté d'expression, défendant un vivre ensemble respectant les différences sans les institutionnaliser ;
- la proposition d'une politique énergétique mixte permettant l'indépendance de notre pays -et on en sait quelque chose en plein conflit russo-ukrainien qui nous livre pieds et poings liés aux Etats-Unis ;
- la transformation en profondeur du système économique, contestant les pouvoirs

exorbitants de la finance et des entreprises et prévoyant des renationalisations ;

- le renforcement des services publics pour l'égalité des citoyens ; le renouveau de l'Etat comme outil de l'égalité territoriale ;
- le rétablissement de la retraite à 60 ans, l'affirmation de la Sécurité sociale telle qu'imaginée au sortir de la 2^{de} guerre mondiale par Ambroise Croizat ;
- la priorité à l'emploi ET aux salaires ;

Certes la gauche est diverse et chercher à l'uniformiser est contre-productif. C'est dans sa diversité et dans le respect de celle-ci que la gauche a trouvé, par le passé, la force de peser dans le débat politique français. Aujourd'hui la gauche plafonne à 25-30%, bien loin des 50%, il lui manque 15 à 20 millions de voix, voilà la réalité qu'il nous faut regarder en face.

Elle ne les regagnera que si ses différentes sensibilités retrouvent un lien avec les aspirations populaires. Là est l'enjeu. Et sans doute la solution, au-delà des invectives d'appareils.

Bref, retour au véritable débat, lien avec le peuple et en particulier l'électorat en déshérence, reconstruction de véritables organisations démocratiques représentatives du peuple (partis mais également syndicats), confrontation avec les problèmes « de terrain » mais également projection et propositions d'avenir en se réappropriant la République et la laïcité, en mettant le social, le service public, l'emploi et le salaire au cœur. Voilà un programme de travail auquel, Résistance sociale, dans sa propre diversité interne, est prête à participer.

Marinette BACHE

INTERNATIONAL

MEXIQUE : Lancement de la nationalisation du lithium

Le Mexique a décidé d'interdire aux entreprises privées l'exploitation de nouveaux gisements de lithium situés dans l'État de Sonora et d'en faire une ressource "nationalisée", partie intégrante du "patrimoine" du pays. C'est le sens de la réforme de la loi minière adoptée lundi 18 avril 2022 par les députés de la majorité du président de gauche, Andres Manuel Lopez Obrador. Le lithium est un métal stratégique et crucial pour la transition écologique, notamment dans l'industrie automobile et la haute technologie. La demande pourrait progresser de plus de 400% d'ici à 2050. Il est l'objet d'une flambée des prix qui ont pratiquement doublé de février à mars. A noter par contre que la réforme du marché de l'électricité n'a pu aboutir faute d'une majorité qualifiée à l'assemblée.



ESPAGNE : Banques : La campagne intitulée « Je suis vieux mais je ne suis pas idiot » a récolté plus de 600.000 signatures.

Les cinq plus grandes banques d'Espagne ont encaissé près de 20 milliards de bénéfices sur l'exercice 2021, mais les dirigeants de celles-ci ont été discrets lors de la présentation de leurs comptes car il leur a fallu expliquer comment ils comptent amortir les conséquences du passage accéléré au numérique et des fermetures d'agence, face à la montée des protestations de clientèles laissées pour compte. Qu'il s'agisse des populations rurales privées d'agences dans les villages, ou bien des plus âgés, peu familiarisés avec la banque en ligne.

Un chirurgien retraité de 78 ans a ouvert l'offensive en lançant sur le site Change.org la campagne « Je suis

vieux, mais je ne suis pas idiot ». Il réclame un « traitement humain » de la part des banques et dénonce un modèle « hostile » et « humiliant » pour ceux qui, comme lui, peinent face au guichet automatique bancaire. Sa pétition a récolté plus de 600.000 signatures, transmises au ministère de l'Economie, à la Banque d'Espagne et aux associations bancaires. Elle a fait effet, obligeant la ministre de l'économie à s'engager à faire des propositions d'amélioration. Outre les protestations des seniors, les établissements financiers espagnols doivent aussi affronter celles du milieu rural. Dix ans de rapprochements et de fusions ont débouché sur la suppression de 100.000 emplois et la fermeture de 50 % des agences à travers le pays. Dans les petites localités, ces disparitions n'ont été que partiellement compensées par le passage de « bus bancaires », qui tournent d'un village à l'autre.



KURDISTAN : La nouvelle agression turque ne fera pas plier les Kurdes

Erdogan, profitant de la guerre en Ukraine, vient de lancer une nouvelle offensive contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) situées en Irak. A quelques mois des élections il cherche à exacerber les sentiments nationalistes des turcs contre le peuple kurde.

En territoire irakien, les bombardements de l'aviation et de l'artillerie turques se multiplient tandis que des troupes d'occupation ont débarqué. Pourtant, le passé l'a prouvé : ni la répression, ni l'incarcération des élus et des militants, ni les tortures, ni les violations du suffrage universel, ni la volonté d'interdire le Parti démocratique des peuples (HDP) n'ont jamais fait plier les Kurdes ni les forces démocratiques de Turquie.

PLACE AU DEBAT



LES ASSUREURS A L'ASSAUT DU « MARCHÉ » DE LA PERTE D'AUTONOMIE :

Ils veulent nous obliger à souscrire une assurance dépendance, l'exact opposé du « 100 % Sécu ». C'est maintenant qu'il faut créer le rapport de force

Par Jean-Claude CHAILLEY

Nous ne reviendrons pas sur les scandales Orpéa ou autres, d'une façon plus générale sur la maltraitance / non traitance généralisée.

C'est la conséquence des politiques menées :

- **Economies budgétaires en personnel soignant, d'accompagnement, des personnes en perte d'autonomie.**
- **Economies sur l'hébergement, y compris dans le privé lucratif en dépit de tarifs prohibitifs.**
- **Lois permettant aux multinationales de se développer.**

Les Orpéa, Korian, Domuns Vi, ... se sont donc développés. Les tarifs et les « taux de remplissage » (c'est le vocabulaire du secteur) proches de 100 % en font un marché particulièrement juteux pour les multinationales et leurs actionnaires.

Mais il y a un autre « marché » de « l'or gris » à développer : l'assurance dépendance

Les assureurs surfent sur le scandale Orpéa

La population est sensibilisée, consciente qu'il faut prendre des mesures, d'autant que les baby-boomers arrivent aux âges de perte d'autonomie.

Il faut dégager des moyens, les financer. Les multinationales de l'assurance sont là. Pour elles, il y a un fort potentiel. Avec le nouveau quinquennat – le dernier pour Macron – c'est le moment.

France Assureurs et la FNMF exigent d'obliger à souscrire une assurance dépendance « socle », complétée par « une gamme étendue de services ».

Qui sont France Assureurs et la FNMF ?

France assureurs :

Elle réunit l'ensemble des entreprises d'assurance et de réassurance opérant en France, relevant du Code des assurances, soit **247 sociétés représentant plus de 99 % de ce marché. 2742 milliards de placement fin 2021** (plus que le PIB de la France)

Conseil exécutif : ACM Assurances - Aéma Groupe - AG2R La Mondiale - Allianz France - Aréas Dommages - Assurance Mutuelle des motards - Axa France - BNP Paribas Cardif - CNP Assurances – Covéa – Chubb - Crédit Agricole Assurances - Generali France – Groupama - Groupe PRÉVOIR – MAIF – MATMUT - Natixis Assurances - SCOR SE – SMABTP - Société Générale Assurances - Swiss Life France - Swiss Re

La Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Elle est le porte-parole de 488 mutuelles, qu'il s'agisse de mutuelles nationales, régionales ou locales, de membres d'organismes paritaires d'assurance santé, de prévoyance.

On y retrouve AESIO, Harmonie mutuelle, Klesiamut, Malakoff Humanis, ...

La quasi-totalité des assureurs privés (lucratifs et non lucratifs) sont dans France assureurs.

Ce n'est pas le cas de la mutualité : la FNMF ne représente qu'une partie de la mutualité. Par exemple **la FMF, Fédération des Mutuelles de France – 80 groupements mutualistes-**, n'en fait pas partie et ne s'associe pas à l'exigence d'assurance dépendance obligatoire.

L'argumentation du livre blanc France assureurs –FNMF :

Les motivations sont claires : « Le marché de l'assurance peine à se développer depuis plusieurs années » (on avait plutôt l'impression que les tarifs des assurances diverses ne cessaient d'augmenter).

En tout cas, ils veulent développer leur « marché » en augmentant sans cesse nos cotisations, c'est l'exigence de leurs actionnaires.

Leur « argument » : il est impossible de dégager de l'argent « public »

Et de citer un rapport sénatorial qui comme beaucoup d'autres demande la réduction des « dépenses publiques », Sécurité sociale et services publics, donc leur privatisation.

C'est clair : plus il y aura d'assurances privées et plus les gouvernements pourront diminuer les budgets de la protection sociale. C'est l'exact opposé « du 100 % Sécu ».

La création de la branche perte d'autonomie, fiscalisée, a délibérément préparé l'offensive :

La branche autonomie, créée par la loi du 7 août 2020, a été confiée à une caisse extérieure à la Sécurité sociale, la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie). Fiscalisée, elle a été créée en déficit. Simultanément une autre loi du 7 août 2020 a obligé à rembourser la dette sociale jusqu'en 2033, pure provocation contre la Sécu.

Macron a donc préparé l'offensive des assureurs privés, notamment des multinationales, et de la FNMF. **La fiscalisation mène à la privatisation.**

France assureurs et la FNMF » proposent la prise en charge de la dépendance totale (GIR 1 et 2) en partenariat avec les pouvoirs publics ».

Les pouvoirs publics participeraient donc à la « **mutualisation du risque** »!

En plus de l'assurance « socle », développer les sur-complémentaires :

« Au-delà du socle de base, tous les organismes pourraient proposer des garanties dépendance complémentaires plus larges (montants de rente supérieurs, couverture dépendance partielle, assistance...) ».

En outre, ils demandent à l'Etat, dont ils nous disent par ailleurs qu'il est exsangue, de supprimer la TSA, la taxe de solidarité additionnelle, diminuant donc ses ressources.

Ils comptent profiter de l'été : pour eux « il y a urgence à agir »

Certes il y a urgence de créer une grande loi autonomie, répondant aux besoins, mais pas pour une assurance obligatoire « socle », doublée d'assurances sur-complémentaires.

Les annonces de fin de campagne du candidat- président Macron

Douché par ses 20,07 % des inscrits au 1^{er} tour, le candidat-président Macron a promis un « **service public de la perte d'autonomie** ». **Malheureusement le terme « service public » est maintenant utilisé en France au sens européen de SIEG, pouvant être mis en œuvre par le privé comme par le public, ou des PPP.** Ce que Emmanuel Macron appelle « service public » sera confié au privé, en tout cas tout ce qui est rentabilisable.

Sentant que la retraite à 65 ans, ça ne passe pas, il a tenté de la justifier par le financement de la perte d'autonomie, l'augmentation du minimum contributif à 1100€,...

Nous rejetons le piège de la guerre des générations. Actifs et retraités nous refusons la retraite à 65 ans et plus. Nous sommes au contraire pour le retour à la retraite à 60 ans.

Le financement ne pose aucun problème, sinon de choix politique, à commencer par la remise en cause des gigantesques exonérations de cotisations sociales dite « patronales » qui sont une part du salaire qui est socialisée, ainsi que d'aides sans fin qui n'ont nullement empêché la désindustrialisation de la France.

Les assureurs, notamment lucratifs, non seulement bénéficient des gigantesques exonérations de cotisations sociales – remplacées par la CSG... -, d'aides qui augmentent sans cesse – payées par nos impôts, taxes, TVA -, mais osent en plus nous demander qu'on leur verse davantage de cotisations.

Double bénéfice pour leurs actionnaires, double perte pour nous !

ACTUALITE SOCIALE

800 emplois menacés chez SCOPELEC

Par Annie ESCOFFIER

Fin 2021 le contrat de la coopérative SCOPELEC, sous-traitante d'Orange, a été rompu par celle-ci au profit d'autres opérateurs spécialisés dans l'installation de la fibre optique. Résultat : 800 emplois risquent d'être supprimés dans le cadre d'un plan social malgré les promesses de l'opérateur téléphonique de soutenir son ancienne sous-traitante. En cause la qualité de service qui ne serait pas optimale.

Le marché de la fibre est en pleine extension avec la volonté d'Orange et des pouvoirs publics de supprimer le réseau cuivre pour des raisons écologiques. Les sous-traitants d'Orange et des autres opérateurs sont nombreux mais leur travail n'est pas toujours de qualité. Les contestations se multiplient d'autant plus que les opérateurs ont du mal à s'entendre entre eux. Il n'est pas rare d'attendre plusieurs semaines avant qu'une panne soit réparée.

Les salariés de SCOPELEC se sont adressés aux deux candidats à l'élection présidentielle mais sans grand espoir d'être entendus.

ACTUALITE REPUBLICAINE



Le voile même choisi librement reste un outil de ségrégation

Par Fatiha BOUADJAHLA

Tribune publiée dans le Figaro du 15 avril 2022

L'échange est surréaliste, la femme voilée lui demande à lui s'il est féministe, elle avait bien appris ses gammes pour enchaîner avec la liberté des femmes de se vêtir comme elles le veulent. Il l'a coupé, une bonne chose, pour lui demander, chose stupide, si elle portait volontairement ce hijab ou s'il lui avait été imposé. Qui oserait faire un tel aveu devant les caméras et son quartier... Et cette sortie, qui rappelait le Macron évangélique de 2017 sur le droit de vivre dans l'intensité de sa foi «C'est merveilleux, vous êtes féministe et voilée». C'est faux. Et le candidat Macron n'est évidemment pas dupe, lui qui disait, Président, que le voile nous insécurisait parce qu'il n'était pas «*conforme à la civilité qu'il y a dans notre pays. Nous sommes attachés à l'égalité entre la femme et l'homme*», et la Cour Européenne des Droits de l'Homme a déjà statué que le voile était difficilement conciliable avec l'égalité de dignité entre les femmes et les hommes.

Delphine Horvilleur mettait en garde ceux qui «*suggèrent qu'il suffit qu'une femme parle depuis sa tradition pour que sa parole soit féministe.*» Il n'y a pas de féminisme religieux, catholique, juif, musulman, on ne peut être féministe et religieuse et a fortiori dans l'orthopraxie. On est soit dans l'intensité de sa foi et de sa piété, soit dans le féminisme. Dans le premier cas, on peut se battre pour le maximum de droits que le carcan patriarcal religieux et culturel nous autorise à revendiquer. Mais la priorité est d'abord de se conformer au code religieux. Quand on est féministe, et ce combat politique n'est pas livré avec l'utérus, mais avec le cerveau et l'émancipation, on se bat contre le carcan patriarcal, en débarrassant le bon grain de la spiritualité de sa religion de l'ivraie du patriarcat de son époque de construction.

Ce que rappelle Wassyla Tamzali : «*Comment et où pouvons-nous trouver le droit d'être des hommes et des femmes libres, sinon dans la résistance à notre culture, à nos traditions religieuses quand elles sont contraires à ces principes ?*», et le voile est contraire au principe d'égalité de dignité. Wassila Tamzali rajoutait, à propos des Occidentaux, et nous, musulmanes de France sommes occidentales aussi, «*À quoi ont-ils eux-mêmes arraché ces droits, sinon à leurs Églises, leur religion, leur culture, leurs traditions ?*».

Ce n'est pas la question du libre choix qu'aurait dû poser le candidat Macron. Et si cette femme voilée (son identité est toute entière dans ce voile) peut jouir de droits égaux, de libertés, ce n'est pas à l'islam ou à une pratique cool de l'islam qu'elle le doit, mais à l'État de droit et aux valeurs occidentales, européennes et françaises qui contiennent, retiennent les religieux. Elles disposent de l'ostentation orgueilleuse de la pratique orthodoxe, sans les inconvénients, sans le reste de la panoplie misogyne, parce que la société du voile, la culture du voile se donne à voir dans les riantes contrées d'Iran, du Pakistan. Et le voile ne change pas de sens selon qu'il est porté librement ou non, sinon qu'il rose ou noir. C'est l'instrument du patriarcat islamique de ségrégation des sexes qui fait de la femme un organe génital total.

Qu'aurait dû dire Macron ? C'est simple. S'adresser à elle comme citoyenne. Ne lui laissant que l'opportunité de répondre en citoyenne. Ne pas évoquer le voile, puisque c'est le pouvoir d'achat, la transition écologique, la situation en Ukraine qui sont les grands thèmes de cette élection. Il s'est adressé à elle en tant que musulmane, surmusulmane, elle a répondu comme tel. Elle ne se soucie pas de l'intérêt général, mais de l'intérêt particulier de ceux qui lui ressemblent. Notre modèle républicain s'en trouve trahi.

Bien sûr, il ne saurait être question d'interdire le voile dans l'espace public ou dans les services publics pour les usagers. Le code de la Fonction publique (L121 et suivants) rappelle que les agents publics (d'État, hospitaliers, territoriaux) sont tenus de « *ne pas manifester leurs croyances religieuses* » et d'observer une stricte neutralité sur leur lieu de travail. La liberté est la règle ailleurs et pour tous. On ne peut interdire les signes religieux et ce n'est même pas souhaitable. Mais il faut combattre ce signe sexiste et le dénoncer pour ce qu'il est et pour le continuum de violences misogynes dans lequel il s'inscrit. Il en va autrement pour les jeunes enfants pour qui le voile, comme le jeûne, etc., doivent être interdits comme exigences éducatives disproportionnées.

Le corps électoral segmenté en lobby et en communautés ethniques et religieuses, c'est le multiculturalisme anglo-saxon qu'on invite à venir en France.

Ce vote communautariste, rêve du CCIF dissous, on le doit à Mélenchon qui a repris l'accusation d'islamophobie et créé une panique identitaire. Voilà qu'un groupe d'individus se coalise en communauté. C'est l'objectif principal de cette panique identitaire que la FI a alimenté. Le philosophe Michael Walzer expliquait la mécanique : « *'l'intolérance', même fantasmée a souvent pour effet la conservation des groupes qui en sont les victimes.* » Or, Walzer explique dans les États européens et singulièrement en France, alors que ces groupes ethniques et religieux ne peuvent assurer leur propre existence qu'en tant qu'associations volontaires, « *ces groupes ont plus à redouter de l'indifférence de leurs propres membres que de l'intolérance des autres.* » Les deux actes de la FI : la présence à la manifestation qui a vu des Allah Akbar scandés comme uniques slogans politiques, et cette drague lourde et efficace qui a permis à Mélenchon de rafler 80% des voix des électeurs musulmans. Et ceux-ci se sont déterminés en fonction des intérêts de leurs pratiques religieuses. Pas contre le nucléaire ni pour la VIe République. Il y aura un effet cliquet, ce clientélisme qui se voyait à l'échelon municipal apparaît pour la première fois à l'échelle nationale.

Prochaine épreuve, c'est le cas de le dire, les JO de 2024 alors que la charte olympique interdit les signes religieux et politiques. Laisserons-nous des athlètes voilées au nom du sport qui émancipe, même si cette émancipation prend les voies tordues des exigences patriarcales ?

Nous publions ci-dessous un appel de l'association « Combat Laïque Combat Social Fédérer le peuple » pour une réunion à laquelle nous vous invitons à participer.

Le CA de Réso

Combat Laïque, combat social Fédérer le Peuple

Lors de notre colloque du 19 février dernier, point de départ d'une **remobilisation militante laïque des partisans de la République sociale**, nous nous étions dits qu'il fallait nous revoir rapidement. Après le succès de notre rendez-vous et en vue des résultats des prochaines échéances électorales, **nous vous proposons de nous retrouver le samedi 25 juin** pour une séquence d'analyse politique et de travail.

Fort de la constatation du désir de création d'outils de bataille contre-hégémonique, les animateurs de l'appel CLCS-flp vous proposeront des outils spécifiques qui nous sont propres et non partisans afin de nous donner des perspectives à une participation à la reconstruction de la gauche.

Ce moment se déroulera :

**le samedi 25 juin
de 9h à 16 h30,
dans la salle Ambroise Croizat
de la bourse du travail de Paris
3 Rue du Château d'Eau,
75010 Paris**

L'inscription est à faire par courriel à cette adresse électronique **combatlaïquecombatsocial@gmail.com** est obligatoire **avant le 15 juin à midi.**

Hauts les cœurs ! et merci pour votre engagement.

COUP DE GUEULE



BLANQUER en veut encore

Par Pierre KERDRAON

Alors qu'un nouveau gouvernement devrait être nommé prochainement suite à la réélection d'Emmanuel Macron, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a fait savoir qu'il se verrait bien continuer à son poste.

Sans doute estime-t-il que ses attaques contre l'éducation nationale n'ont pas suffisamment porté leurs fruits. Pourtant on ne peut pas dire que son bilan soit reluisant ; mise en place de Parcoursup qui laisse de côté bon nombre de candidats à l'université, remise en cause du bac, extension du wokisme dans l'enseignement supérieur, attaques contre la recherche, gestion erratique de la pandémie dans l'enceinte éducative.

Que ce soit comme directeur général de l'enseignement scolaire ou comme ministre, il porte une lourde responsabilité dans le déclin de l'enseignement en France. Ceux qui sortent du parcours scolaire aujourd'hui, y compris avec un diplôme d'enseignement supérieur, en savent beaucoup moins dans les matières fondamentales comme le français, les maths ou l'histoire que nos parents et grands-parents.

La réforme du lycée est un échec patent. Les inégalités territoriales entre lycées ont augmenté. L'enseignement des mathématiques a régressé passant de 90 % des élèves à un peu moins de 60%. Malgré les promesses la revalorisation du métier d'enseignant n'a pas eu lieu.

Chercheurs, enseignants, étudiants dressent un bilan plus que médiocre de ce ministre qui contrairement à nombre de ses prédécesseurs a eu le temps de mettre en œuvre son programme.

A cela il faut ajouter le manque de soutien aux enseignants notamment ceux qui ont eu le courage comme Samuel Paty de parler de la liberté d'expression. L'assassinat de cet enseignant n'aurait sans doute pas eu lieu s'il avait bénéficié du soutien de sa hiérarchie.

Enfin on ne peut pas manquer d'évoquer ces étudiants qui ont particulièrement souffert de la pandémie. Il aura fallu plusieurs mois avant que des mesures soient prises pour alléger leur souffrance. Faute de pouvoir obtenir un job pour payer leurs études beaucoup ont dû se résoudre à allonger les files des restos du cœur.

Alors, cinq ans de plus avec Blanquer ? Non merci !

VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice

de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)